



La Commune



Communiqué : Première victoire !

Arrêtés anti-burkini désavoués

Ce 26 août, le Conseil d'Etat a rendu sa décision sur l'un des arrêtés anti-burkini : « *l'arrêté litigieux a ainsi porté une atteinte grave et manifestement illégale aux libertés fondamentales que sont la liberté d'aller et venir, la liberté de conscience et la liberté personnelle.* ». C'est une décision de principe qui vaut pour tout ce type d'arrêtés. C'est une victoire, au crédit de la défense des droits démocratiques et libertés fondamentales. C'est une victoire au compte du combat pour en finir avec le racisme d'Etat islamophobe.



La Commune

Pour un Parti des Travailleurs

Cette victoire juridique porte un coup sévère à Valls dont la position a été contestée par plusieurs ministres et par des parlementaires, tels le sénateur-maire d'Alfortville, Luc Carvounas, pourtant « vallsien », qui a tenu à rappeler que « *la laïcité n'a rien à voir avec les tenues vestimentaires* ».

En appuyant les arrêtés municipaux d'une droite « pure et dure », Valls a de lui-même créé une nouvelle crise gouvernementale, plus ouverte que toutes les précédentes.

C'est ainsi que la bataille pour l'annulation des arrêtés anti burkini, loin de nous éloigner de la lutte de classes, nous en rapproche. Toute lutte de classes est une lutte politique qui intègre le combat pour la défense des droits démocratiques élémentaires, de la liberté de mouvement et le combat contre les tentatives étatiques de diviser les rangs des classes laborieuses au moyen du racisme, sous sa forme islamophobe en la circonstance.

Cette première victoire en appelle d'autres. Tout comme elle appelle notre vigilance face à la répression dans tous les domaines, face à l'état d'urgence dont nous exigeons la levée immédiate, mais aussi face à

tous les amalgames entre « attentats » et « religion ».

S'attaquer aux libertés d'une partie d'entre nous, c'est s'attaquer aux libertés de tous. Ce qu'a fort bien compris une grande partie de la population laborieuse, refusant que l'Etat introduise des clivages religieux en son sein et, dans le même temps, s'appuyant sur la machine médiatique, tenter de détourner l'attention sur les graves problèmes de l'heure : mise en route et mise au point de la loi El Khomri, saignée des effectifs dans les hôpitaux, généralisation du travail précaire sous-payé, attaques contre les salaires et les emplois, etc...

Ce qui affaiblit ce gouvernement nous rend plus fort. Et, pour reprendre le mot de Saint Just : les travailleurs, les jeunes, les retraités et leurs familles ont un seul ennemi sérieux : le gouvernement.

Bas les pattes devant les libertés fondamentales

27-08-2016

Modifié le samedi 27 août 2016

Voir aussi dans la catégorie Déclarations

COMMUNIQUÉ



Communiqué du groupe La Commune

Conformément à ses statuts, et sur proposition de son Comité National, l'assemblée générale des militant.e.s du groupe La Commune, section française de la Ligue Internationale Socialiste... >>

DÉCLARATION



L'avenir de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie ne peut pas se faire sans le peuple kanak

Droit au peuple kanak à disposer de lui-même et à l'indépendance ! Report du référendum du 12 décembre 2021 ! >>



LIGUE SOCIALISTE

Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaîtra de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale >>

NOTES

RETRAIT DE LA LOI « SECURITE GLOBALE » - MANIFESTATION AUJOURD'HUI SAMEDI 28 NOVEMBRE 2020

DECLARATI

28 NOVEMBRE 2020

C'est désormais au grand jour que la crise de fin de régime s'expose et interpelle chacun et chacune, dans une violence inouïe menée par la police aux ordres du gouvernement. Macron peut bien,... >>



COMMUNIQU

Journée Internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes

Communiqué du 25 novembre 2020 >>



COMMUNIQU

Communiqué

C'est avec la plus extrême fermeté que nous condamnons l'assassinat barbare qui a été commis le vendredi 16 octobre 2020 contre Samuel Paty, professeur d'histoire à... >>

